

Ministère de la Culture

Mission ministérielle des achats

**EXPLOITATION ET MAINTENANCE
DES SERVICES DE TELECOMMUNICATION
DU MINISTERE DE LA CULTURE
ET PRESTATIONS ASSOCIEES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : 2024-39-SNUM

Procédure de Passation : Appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique

9.5.3.	Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	18
9.5.4.	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales	19
9.5.5.	Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	19
9.6	Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »	20
9.7	Considérations environnementales.....	20
9.7.1.	Généralités	20
9.7.2.	Spécifications techniques	20
9.7.3.	Conditions d'exécution	21
9.8	Confidentialité et secret des affaires	22
9.9	Constatation de l'exécution des prestations	22
9.9.1.	Les vérifications	22
9.9.2.	Décision après vérifications	23
9.10	Garantie	24
9.11	Pénalités	24
9.11.1.	Les pénalités	24
9.11.2.	Plafonnement des pénalités	26
9.11.3.	Seuil d'exonération des pénalités.....	26
Article 10	REGIME FINANCIER	26
10.1	Forme et contenu des prix.....	26
10.2	Variation des prix.....	26
10.3	Avances.....	29
10.4	Modalités financières	29
10.4.1.	Répartition des paiements	29
10.4.2.	Retenue de garantie, nantissement, cautionnement et comptable assignataire.....	29
10.4.3.	Intérêts moratoires	30
10.4.4.	Modalités de facturation	30
10.5	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	31
Article 11	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	32
11.1	Précisions terminologiques	32
11.2	Description du traitement de données à caractère personnel.....	32
11.3	Délégué à la protection des données (article 37 à 39 du RGPD).....	32
11.4	Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire	33
11.5	Obligation du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 RGPD).....	33
11.5.1.	Rappel des principales obligations	33
11.5.2.	Mesures de sécurité	33
11.5.3.	Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD).....	33
11.5.4.	Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	34
11.5.5.	Documentation (article 28.3.h du RGPD)	34

11.6	Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD).....	34
11.7	Droit d'informations des personnes concernées par le traitement (article 13 à 15 du RGPD)	34
11.8	Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)	35
11.9	Sort des données (article 28.3g du RGPD).....	36
Article 12	DISPOSITIONS DIVERSES	36
12.1	Forme des notifications et des informations.....	36
12.2	Langue	36
12.3	Sous-traitance	36
12.4	Assurances	37
12.5	Autres obligations administratives	37
12.6	Résiliation	38
12.7	Exécution aux frais et risques du titulaire	38
12.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	38
12.8.1.	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire	39
12.8.2.	Suspension à l'initiative de l'acheteur	39
12.8.3.	Prolongation du délai d'exécution des prestations	40
12.8.4.	Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	40
12.8.5.	Modalités de communications en cas de crise sanitaire	40
12.9	Différends	41
12.10	Litiges et contentieux.....	41
Article 13	DEROGATIONS AU CCAG-TIC	42
Article 14	Annexe	42

Article 5 DUREE DU MARCHÉ

5.1 Cadre général

Le marché est conclu pour une durée de 24 mois hors reconductions éventuelles.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

5.2 Reconduction du marché

Le marché est reconductible 2 fois de façon tacite, 12 mois à chaque fois, sans que sa durée ne puisse excéder 48 mois au total.

Article 6 LIEU D'EXECUTION

Les prestations du marché se déroulent en France :

- En région parisienne pour les prestations qui concernent les sites d'administration centrale ;
- En France métropolitaine pour les interventions sur sites en DRAC, SCN, CNMN et CNP ;
- Depuis les locaux du titulaire pour l'assistance à distance aux DRAC/DAC, SCN, CNMN et CNP.

Article 7 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, le BPU ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics qui ont un objet entrant dans le champ des techniques de l'information et de la communication (TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, consultable sur le site internet <http://www.legifrance.fr> ou en suivant ce lien : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310689> ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- le cadre de réponse technique (CRT) du titulaire et les éventuels compléments apportés.

NB : Toutes les conditions générales de vente ou autres mentions figurant dans la proposition commerciale transmise par l'un ou l'autre des titulaires de chacun des lots à l'appui de son offre qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites.

Le présent article déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

Article 8 MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet

- veille à faire respecter aux techniciens tous les canaux de communication pour joindre le CET (Ticket / mail du CET / Tel du groupement / Teams des groupes du CET / Planner MS / Bureau).
- assure l'échange, la diffusion et la traçabilité de l'information ;
- représente sous l'angle technique le titulaire à toutes les réunions ;
- assiste, conseille et alerte en anticipation le ministère de la Culture ;
- assiste le responsable de marché sur les aspects administratifs des prestations ;
- communique au ministère de la Culture ses connaissances d'avancées technologiques.

Le responsable opérationnel est finalement le garant de la qualité du travail de l'équipe des techniciens et de l'atteinte des résultats fixés par le ministère dans le marché.

- Le technicien réseau :
 - posséder une formation adéquate minimum type BAC Pro, BTS, avec si possible des mises à jour par l'intermédiaire de formations supplémentaires
 - posséder, conformément aux exigences du CCTP, une certification professionnelle ou un équivalent quand cela est exigé
 - configuration switch HP et Firewall Fortinet et des normes wifi et des outils de qualification de câblage ...
- Les 6 techniciens polyvalents spécialisés, dont 2 en visio, 2 en téléphonie fixe et 2 en téléphonie mobile :

Pour les 2 spécialisés en visio : ils doivent (*Formation qualification et expérience*)

- posséder une formation adéquate minimum type BAC Pro, BTS, avec si possible des mises à jour par l'intermédiaire de formations supplémentaires
- posséder, conformément aux exigences du CCTP, une certification professionnelle ou un équivalent quand cela est exigé
- Avoir une expérience multimédia et POLY et Teams MTR.

Pour les 2 spécialisés en téléphonie fixe : ils doivent (*Formation qualification et expérience*)

- posséder une formation adéquate minimum type BAC Pro, BTS, avec si possible des mises à jour par l'intermédiaire de formations supplémentaires
- posséder, conformément aux exigences du CCTP, une certification professionnelle ou un équivalent quand cela est exigé
- Avoir une expérience dans la gestion des PABX Alcatel et des opérateurs Télécom, et sur le câblage des Locaux Technique et des outils de qualification de câblage

Pour les 2 spécialisés en téléphonie mobile : ils doivent (*expérience, qualification*)

- posséder une formation adéquate minimum type BAC Pro, BTS, avec si possible des mises à jour par l'intermédiaire de formations supplémentaires
- posséder, conformément aux exigences du CCTP, une certification professionnelle ou un équivalent quand cela est exigé
- Avoir une expérience de la téléphonie mobile et d'outils de MDM

Il est cependant exigé dans le présent marché que certains des techniciens disposent chacun respectivement d'une formation Alcatel spécifique :

- **Alcatel Starter** pour 1 des 2 techniciens qui réalisent les prestations d'Exploitation/maintenance des installations téléphoniques et du réseau local (6.1.3 du CCTP) ; quel que le soit le binôme de techniciens sur cette prestation l'un des deux doit toujours disposer de cette formation ;
- **Ivanty Starter** pour 1 des 2 techniciens qui réalisent les prestations de préparation, de support de terminaux mobiles intégrés à une solution MDM (6.1.4 du CCTP). Cette formation est à réaliser auprès du titulaire du niveau 3 ; quel que le soit le binôme de techniciens sur cette prestation l'un des deux doit toujours disposer de cette formation ;
- **Poly Starter** pour 1 des 2 techniciens qui réalisent les prestations d'assistance technique de la visioconférence (6.1.5 du CCTP). Cette formation est à réaliser auprès du titulaire du niveau 3 ; quel que le soit le binôme de techniciens sur cette prestation l'un des deux doit toujours disposer de cette formation.

De fait, les mêmes formations seront exigées de leurs remplaçants.

Les techniciens ont par ailleurs au moins 5 ans d'expérience dans des missions identiques à celles présentes dans le marché.

Les formations/habilitations requises dans le présent marché sont transmises au ministère de la Culture pour chaque personne et nouvelle personne affectée au marché, au moins une semaine avant son arrivée sur site.

Le ministère se réserve le droit d'exiger à tout moment du titulaire la présentation de documents attestant que les intervenants ont bien les qualifications professionnelles, dont la certification ALCATEL et les habilitations en vigueur (sécurité, électrique, etc.). Tout personnel de qualification insuffisante ou ne disposant pas de l'habilitation ad-hoc est refusé par le ministère et doit être remplacé dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la date de notification au titulaire de l'insuffisance technique du ou des personnels concernés.

Le titulaire indique cependant dans son CRT la structure de son équipe technique dédiée pour les prestations en administration centrale, soit le nombre de techniciens, le profil (compétences, formations, expériences antérieures) et la spécialité de chacun ainsi que son rôle.

Il est précisé au titulaire par ailleurs que l'adjonction d'une nouvelle personne à l'équipe dédiée décrite dans son ne peut entraîner de compensation financière, y compris de compensation par l'intermédiaire du BPU par des commandes systématiques et pérenne de renfort ponctuel.

En cas de surcroît ponctuel d'activité nécessitant des renforcements d'effectifs sur l'administration centrale, le ministère de la Culture devra en être informé préalablement par le titulaire.

9.2.1.2 *Intervenants auprès des DRAC, DAC, SCN, CNMN et CNP*

Le titulaire constitue également une équipe pour les prestations en DRAC, DAC, SCN et services centraux (CNMN et CNP) constituée de :

- techniciens et ingénieurs itinérants pour les interventions sur site (exceptées pour les DAC) ;
- techniciens et ingénieurs opérant à distance depuis les locaux du titulaire.

Les équipes doivent être de qualifications de base équivalentes à celles des équipes qui interviennent dans les sites de l'administration centrale.

Le titulaire précise également dans son CRT la structuration des équipes qu'il compte mettre en place pour les prestations à réaliser pour les DRAC et les SCN ainsi que pour les commandes de prestations ponctuelles dans

9.2.2. Remplacement des intervenants

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul titulaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'acheteur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

9.5 Clause sociale d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

9.5.1. Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C) ;

10.4.3. Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à trente 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) suivant la mise en paiement du principal.

10.4.4. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

10.4.4.1 Mentions obligatoires

Les demandes de paiement établies par le titulaire, outre les mentions légales, portent les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'EJ Chorus du marché figurant sur l'acte d'engagement) ;
- le numéro EJ Chorus du bon de commande (commençant par 14) ;
- la désignation et la quantité de chaque prestation réalisée ;
- le prix unitaire hors taxes de chaque prestation réalisée ;
- la date de livraison et/ou d'exécution des prestations ;
- le montant hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le Numéro de SIREN ou SIRET du titulaire.

10.4.4.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.4.4.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique dans le cadre du présent marché est l'Euro.

10.4.4.4 Transmission des factures

Article 11 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel, les parties sont tenues au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « règlement général sur la protection des données » ou RGPD).

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de sorte que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

11.1 Précisions terminologiques

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

Sont entendus, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données :

- l'acheteur comme « le responsable de traitement » ;
- le titulaire comme « le sous-traitant ».

Les termes « acheteur » et « titulaire » employés dans le cadre du présent article sont à lire compte tenu de cette correspondance.

11.2 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations décrites dans le présent marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est : paramétrage des lignes téléphoniques et taxation des coûts téléphoniques.

Les finalités du traitement sont la réalisation des services décrits au CCTP.

Les types de données à caractère personnel traitées sont, pour chaque personne demandant l'aide (liste susceptible d'être complétée) : nom, prénom, n° de téléphone et liste d'appels, adresse email.

Les catégories de personnes concernées sont les suivantes : les techniciens du titulaire chargés des opérations de paramétrage et de production de statistiques.

11.3 Délégué à la protection des données (article 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

11.4 Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel » ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

11.5 Obligation du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 RGPD)

11.5.1. Rappel des principales obligations

Le titulaire du marché s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché ;
- traiter les données conformément aux documents du présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
- si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - o s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - o reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

11.5.2. Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

11.5.3. Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.5.4. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

De plus, le titulaire aide l'acheteur, dans le cadre du respect par celui-ci de ses obligations :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11.5.5. Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

11.6 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

11.7 Droit d'informations des personnes concernées par le traitement (article 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

11.9 Sort des données (article 28.3g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire ainsi que son(s) éventuel(s) sous-traitant(s) doivent chacun détruire, effacer, supprimer de manière définitive toutes les données à caractère personnel ou leurs copies, sur quelque support que ce soit, en leur possession et pouvoir attester de la destruction auprès de l'acheteur.

Article 12 DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

12.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

12.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acte doit impérativement être adressé à l'adresse suivante :

Ministère de la Culture

Secrétariat général / SAFIG / Mission ministérielle des achats

182, rue Saint-Honoré 75033 Paris Cedex 01

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 précisément à l'adresse indiquée et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit dans les délais, le titulaire encourt les pénalités de retard précisées en 10.11.1 du présent CCAP.

12.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

12.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

12.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-TIC (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG-TIC.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

12.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-TIC.

12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment un état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'événement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'événement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

12.8.1. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

12.8.2. Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-TIC relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;

- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

12.8.3. Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-TIC.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

12.8.4. Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG-TIC, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

12.8.4.1 Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG-TIC relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

12.8.4.2 Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG-TIC (article 46.2 CCAG TIC) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...)

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

12.8.5. Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Forme des notifications et des informations »).

12.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

12.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le code de la commande publique.

Adresse :

Direction des affaires juridiques

Sous-direction de la commande publique

Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public

1 C Bâtiment Condorcet

6 rue Louise Weiss

Télédoc 353

75703 PARIS Cedex 13

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché est le tribunal administratif de Paris.

Adresse :

7, rue de Jouy

75181 Paris cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article 13 DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Article du présent CCAP	Article du CCAG-TIC	Objet de la dérogation
7 - Documents contractuels	4.1 - Pièces contractuelles	Ordre de priorité des pièces contractuelles
9.2.5 - Emission et exécution des bons de commande	3.7 – Bons de commande	Délai de notification des observations du titulaire à l'acheteur
9.9.2 - Les vérifications	34 – Opérations de vérifications	Les délais et la nature des opérations de vérification sont modifiés
9.11 - Pénalités	14 - Pénalités	Application des pénalités sans délai ni mise en demeure
9.11.1 – Nature et calcul des pénalités	14.1 - Pénalités	Calcul et montant des pénalités
9.11.2 - Plafonnement des pénalités	14 - Pénalités	Suppression du plafond appliqué aux pénalités
9.11.3 - Seuil d'exonération des pénalités	14 - Pénalités	Il n'est pas prévu de seuil d'exonération des pénalités

Article 14 Annexe

Annexe des Sites et entités bénéficiaires